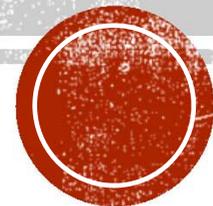


PRISE DE POSITION DE L'OGBL, DU LCGB ET DE LA CGFP DANS LE CADRE DU SEMESTRE EUROPÉEN 2016

Echange de vues entre le Gouvernement et les Partenaires
sociaux du 25 janvier 2016



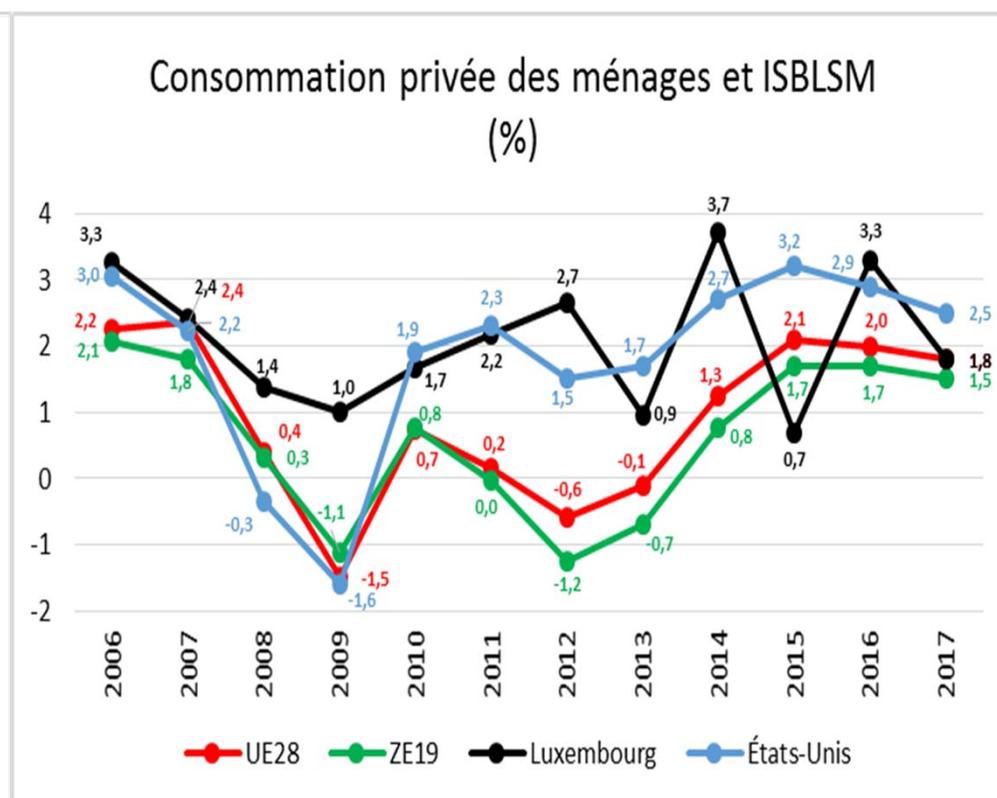
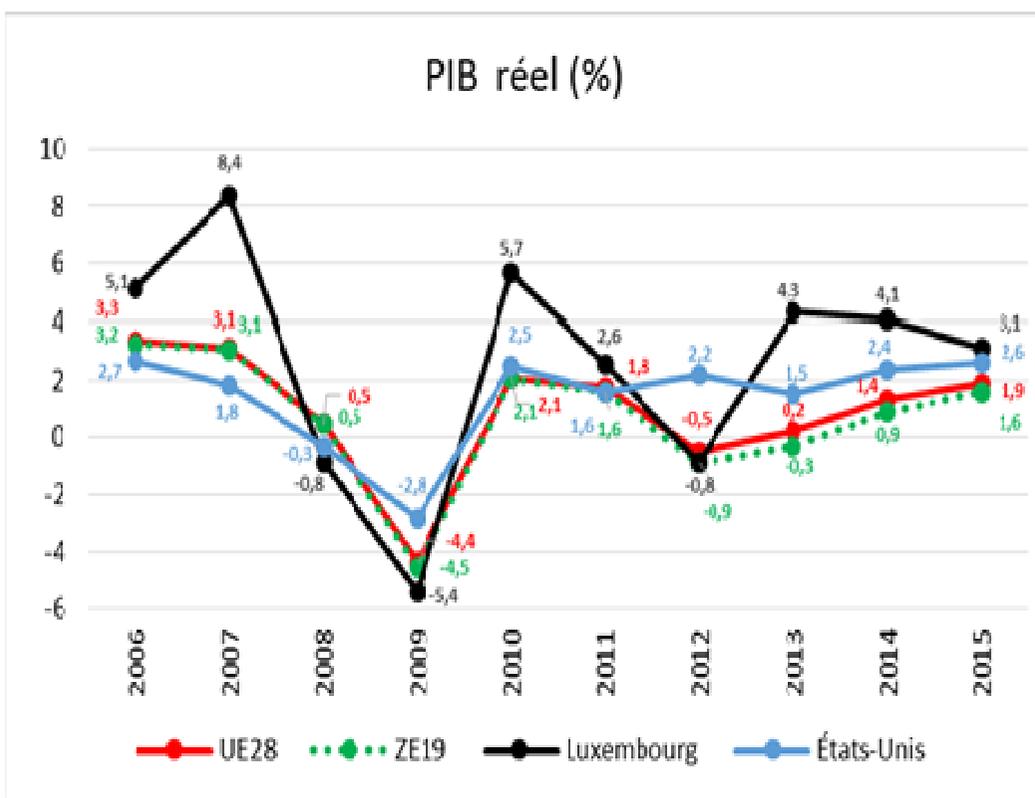
CONSTATS ET CONCLUSIONS GÉNÉRAUX DE LA COMMISSION

- Légère reprise économique et baisse du chômage qu'il convient de consolider
- Chômage de longue durée et chômage des jeunes particulièrement élevés
- Reconnaissance d'un problème au niveau de la demande interne, mais des mesures concrètes pour redresser cette situation ne sont pas proposées
- Reconnaissance de la nécessité de donner une dimension sociale à la gouvernance économique européenne, mais des mesures concrètes ne sont pas proposées (sf. trois indicateurs supplémentaires, non contraignants, à suivre)

CONSTATS ET CONCLUSIONS GÉNÉRAUX DE LA COMMISSION

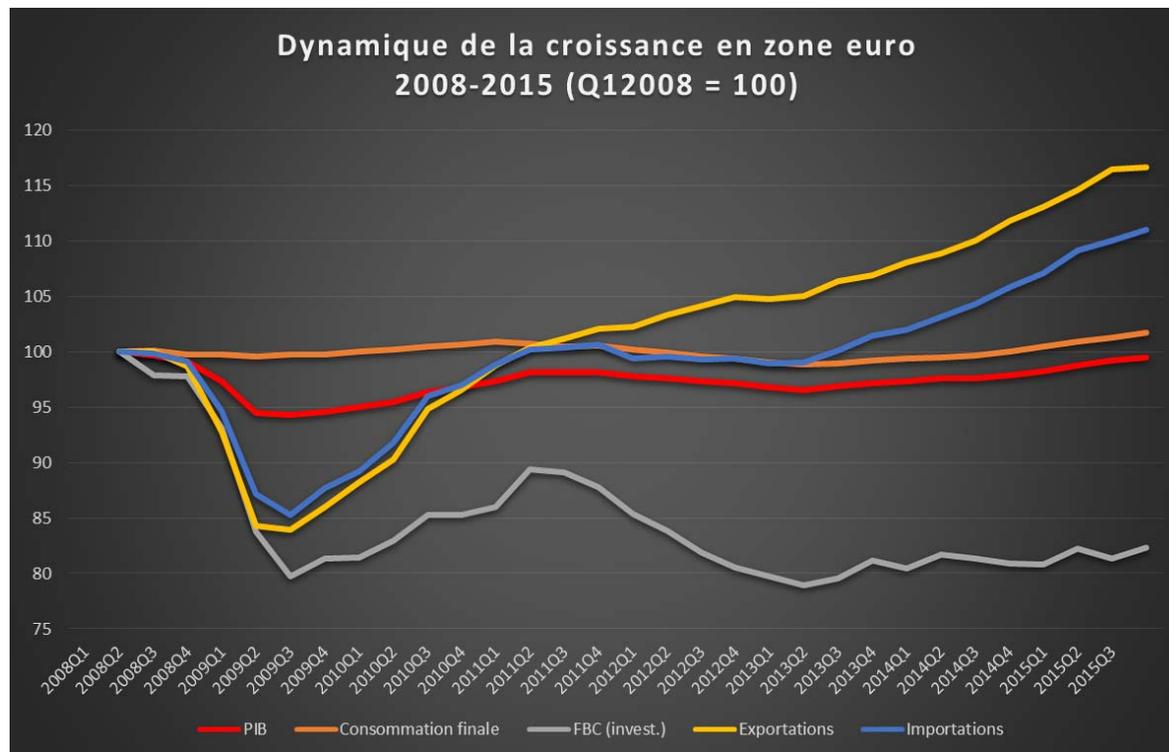
- Priorités économiques (et sociales) identiques à l'année passée:
 - Relance de l'investissement
 - Accélération de la modernisation des économies par les réformes structurelles
 - Mener des politiques budgétaires responsables (au sens restrictif)

« GIVE RECOVERY A CHANCE » (IACS)



Source : Eurostat, OCDE et prévisions d'automne de la Commission européenne

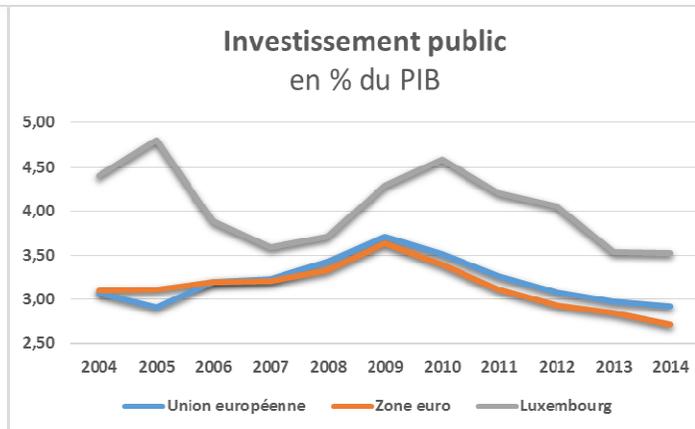
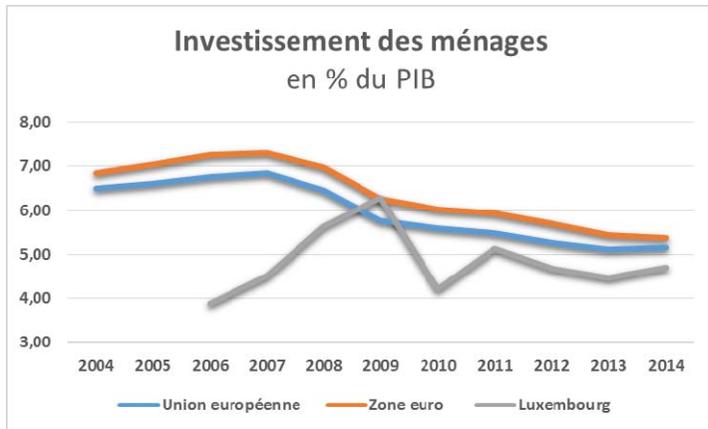
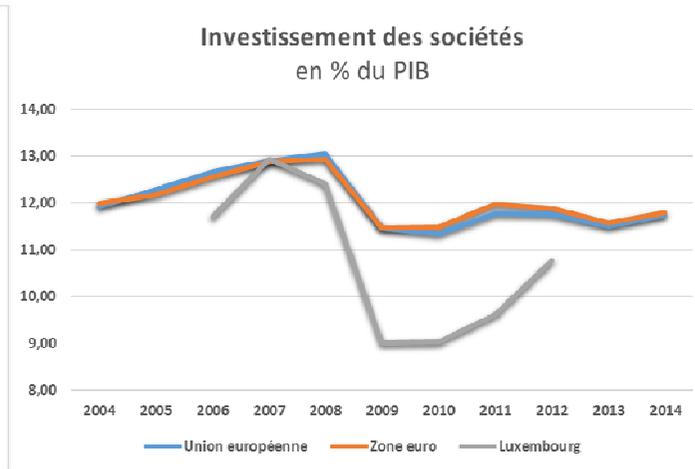
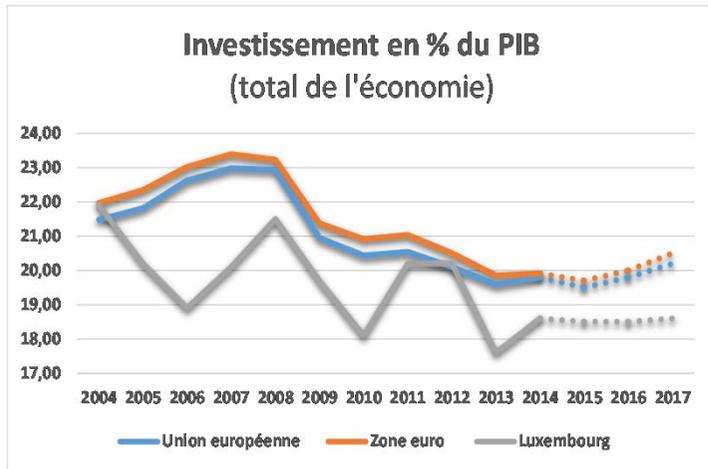
« GIVE RECOVERY A CHANCE » (IAGS)



Source: Eurostat

- Un PIB en volume encore légèrement en dessous de son niveau d'avant-crise
- Une consommation des ménages en quasi-stagnation
- Des investissements extrêmement faibles

PLAN EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT INSUFFISANT

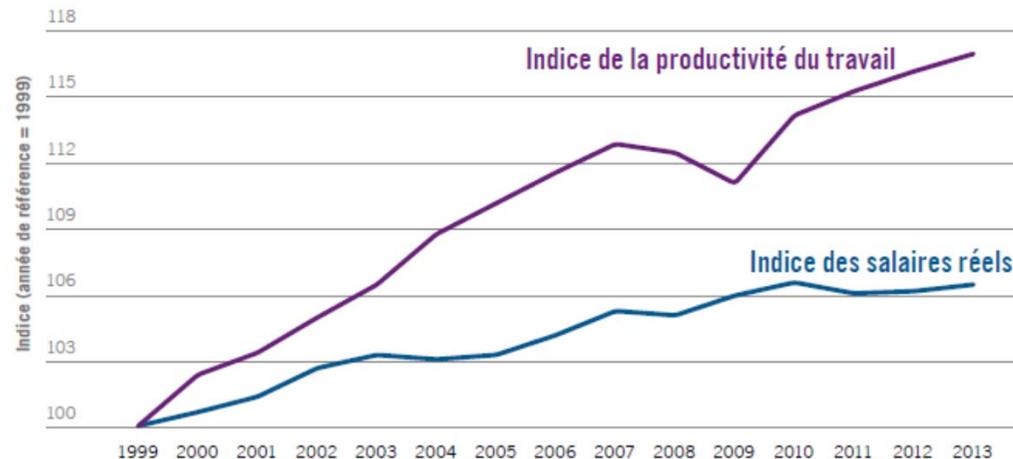


- Des investissements en % du PIB largement en dessous du niveau d'avant-crise, ceci pour les trois « investisseurs »
- Le Luxembourg en dessous du niveau de la zone euro sauf pour les investissements publics
- Plan « Juncker » insuffisant
- Nécessité de créer les conditions pour relancer les investissements des sociétés:
 - Favoriser la demande interne pour créer un climat propice à l'investissement
 - Agir contre les attentes démesurées en termes de rendement
- « Golden rule » pour favoriser les investissements publics

Source: Eurostat

LES SALAIRES NE SUIVENT PLUS LA PRODUCTIVITÉ

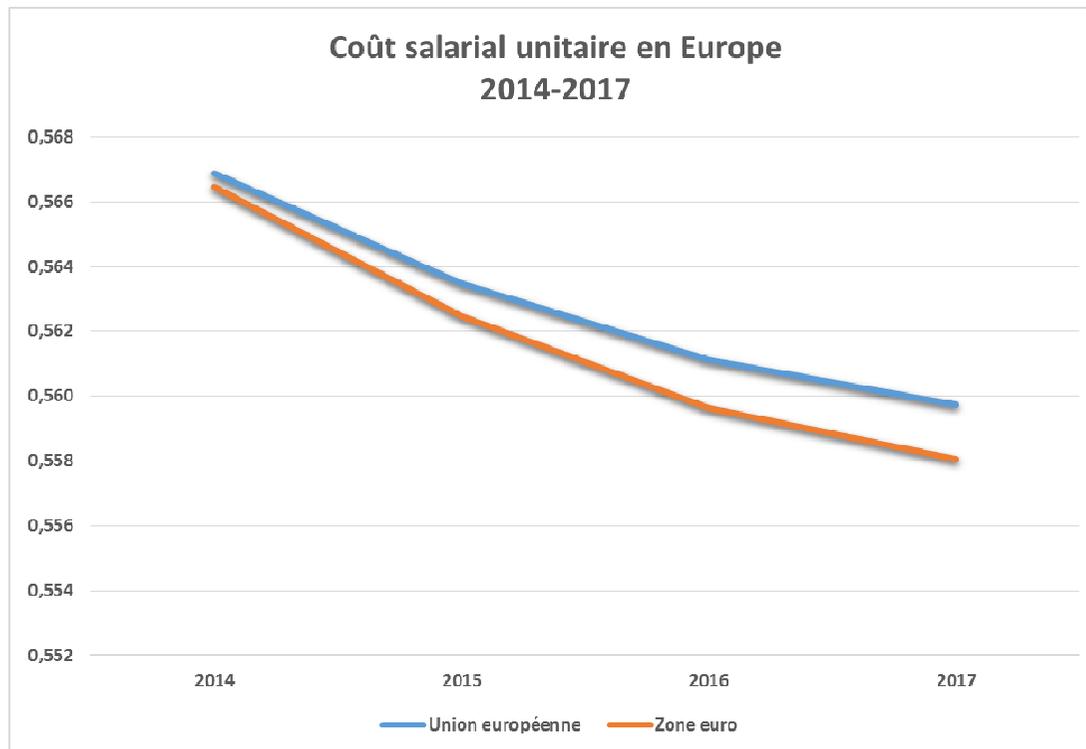
Figure 7 Tendances de la croissance des salaires moyens et de la productivité du travail dans les économies développées (indice), 1999-2013



Note: La croissance des salaires est calculée en faisant la moyenne pondérée de la croissance des salaires mensuels moyens réels d'une année sur l'autre dans 36 pays (pour une description de la méthodologie, voir l'appendice I). L'année de référence pour l'indice est 1999 en raison de la disponibilité des données.

Sources: BIT, Base de données mondiale sur les salaires; BIT, *Modèles économétriques des tendances*, avril 2014. Les données peuvent être consultées à l'adresse www.ilo.org/gwr-figures.

LES SALAIRES NE SUIVENT PLUS LA PRODUCTIVITÉ

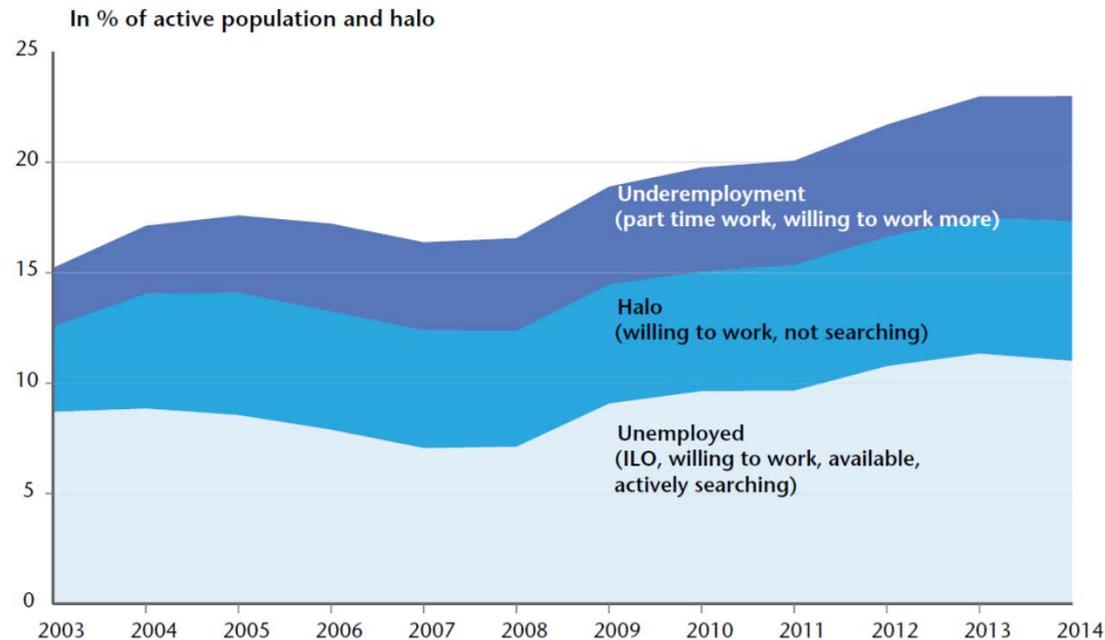


Source: Eurostat et Ameco

- Dynamiser la demande et la croissance économique par une évolution salariale plus vigoureuse
- Créer une assise interne solide pour la reprise et profiter du potentiel du marché intérieur pour rendre la croissance moins dépendante de facteurs externes

DES RÉFORMES STRUCTURELLES ALLANT DANS LE MAUVAIS SENS

Figure 2. Unemployment, underemployment and halo in the EA

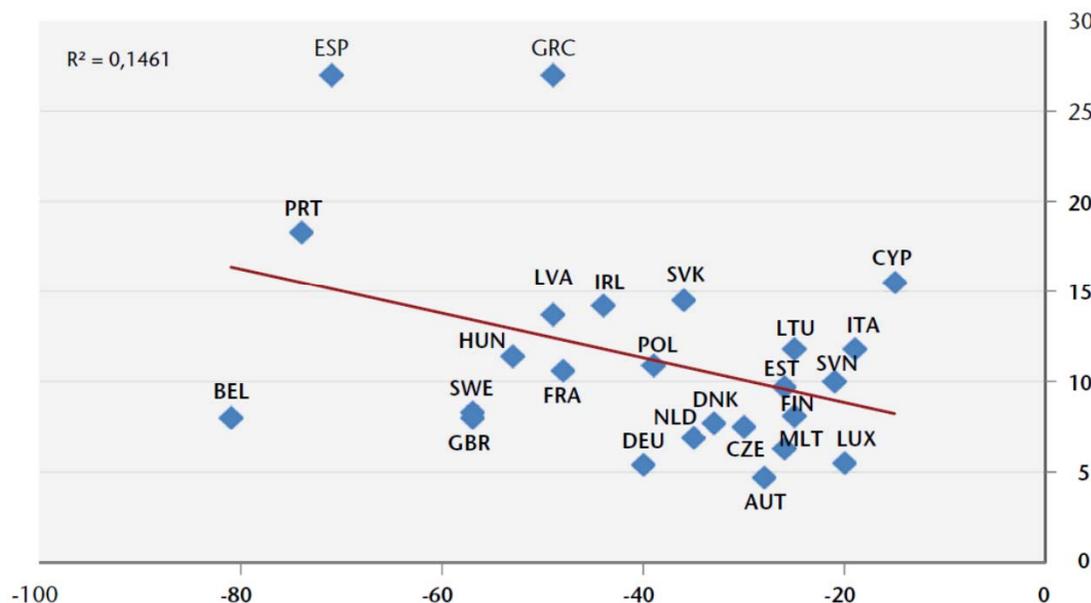


Source: LFS, Eurostat, 2016 iAGS calculations.

- Légère baisse du chômage
- Augmentation du chômage de longue durée
- Augmentation du sous-emploi

DES RÉFORMES STRUCTURELLES ALLANT DANS LE MAUVAIS SENS

Figure 2. Adjusted labour market reform scores 2000-2013 against unemployment rate 2013



Source: Own calculations on LABREF database.

- Plus de 3.500 réformes depuis 2000
- Le rythme s'est accéléré depuis la crise
- Les pays qui ont le mieux réformé selon la Commission n'obtiennent pas les meilleurs résultats en matière de chômage, au contraire

Source: iAGS

METTRE LA DIMENSION SOCIALE AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE

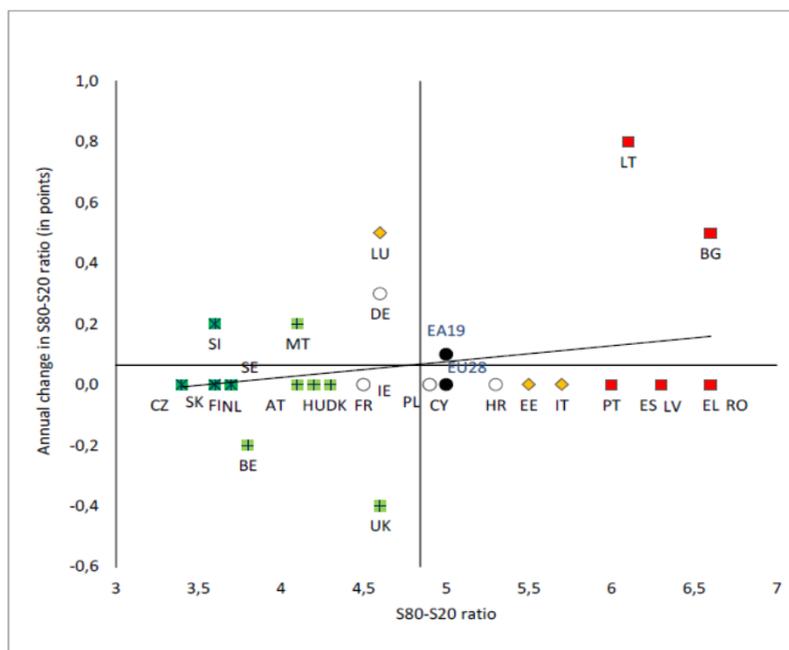
- Voir les transferts sociaux non seulement comme un coût, mais comme un facteur d'intégration et de cohésion sociales et un facteur économique générant de la croissance via la demande interne
- Prévoir des normes juridiques et procédures contraignantes en matière sociale
- Introduire davantage et de meilleurs indicateurs sociaux dans la gouvernance européenne

LA SITUATION LUXEMBOURGEOISE SELON LA COMMISSION

- *“Overall, the Commission is of the opinion that the Draft Budgetary Plan of Luxembourg, which is currently under the preventive arm, is compliant with the provisions of the Stability and Growth Pact”.*
- *« Dans l'ensemble, la lecture économique du tableau de bord met en évidence une amélioration progressive de l'environnement économique et des risques réduits. La Commission n'entend donc pas, à ce stade, approfondir son analyse dans le cadre de la PDM. »*
- *« La croissance des coûts salariaux unitaires a marqué le pas en 2014, en partie du fait de l'amélioration de la productivité, contribuant ainsi à d'importants gains de parts de marché à l'exportation ».*
- *« La hausse des prix réels des logements s'est encore accélérée en 2014, la persistance de décalages entre offre et demande réduisant la probabilité d'une forte correction des prix ».*

LA SITUATION LUXEMBOURGEOISE SELON LA COMMISSION

Graphique n° 19: Les inégalités (ratio S80/S20), telles qu'elles figurent dans le tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi

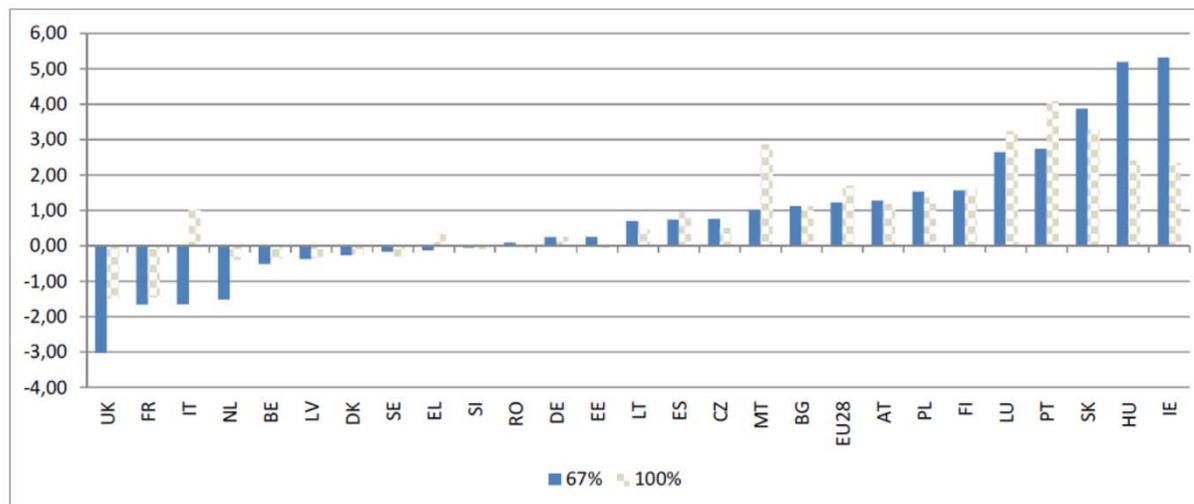


COM : « l'indicateur d'inégalités révèle qu'il existe des problèmes à surveiller »

Source: Eurostat, EU-SILC (calculs de la DG EMPL). Période: niveau de 2013 et évolution 2012-2013.
 Note: les axes sont centrés sur la moyenne non pondérée de l'UE-28. L'EU-28 et la ZE19 correspondent aux moyennes pondérées respectives. La légende figure dans l'annexe. Les modifications non significatives du point de vue statistique sont fixées à zéro. Pour les informations d'ordre méthodologique, consulter l'annexe.

LA SITUATION LUXEMBOURGEOISE SELON LA COMMISSION

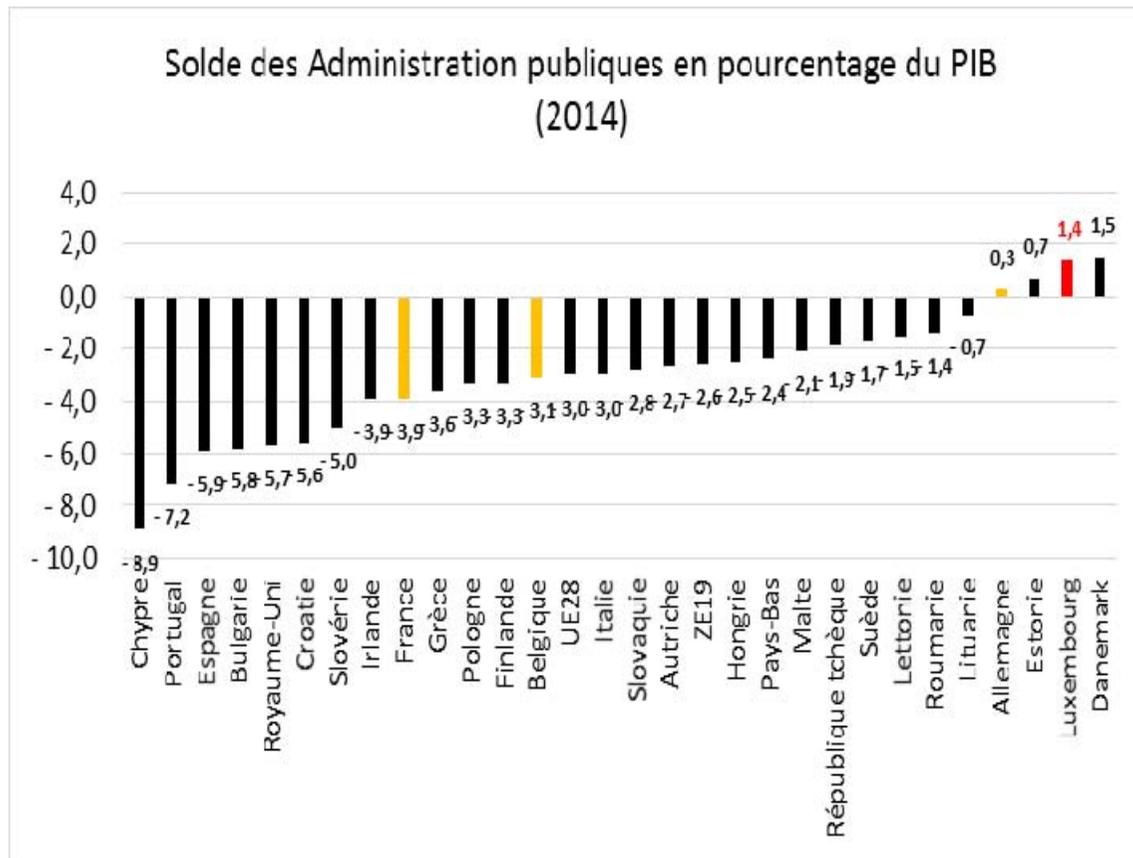
Graphique n° 12: Évolution de la pression fiscale entre 2010 et 2014



Source: base de données CE-OCDE sur les impôts et les prestations. Note: Les données correspondent à des ménages à revenu unique (sans enfant). Les données sont de 2013 au lieu de 2014 dans le cas de la Bulgarie, de la Lettonie, de Malte et de la Roumanie.

COM : « la pression fiscale n'a diminué que dans 8 pays pour les deux niveaux de revenu [...] Au contraire, des augmentations relativement fortes ont été constatées à Malte [...] et au Luxembourg, au Portugal, en Slovaquie, en Hongrie et en Irlande [...]. Ces tendances sont un sujet de préoccupation [...] Des réductions de la pression fiscale, financées de manière adéquate, se traduiraient par une augmentation de la demande et de la croissance, favoriseraient la création d'emplois et contribueraient au bon fonctionnement de l'UEM »

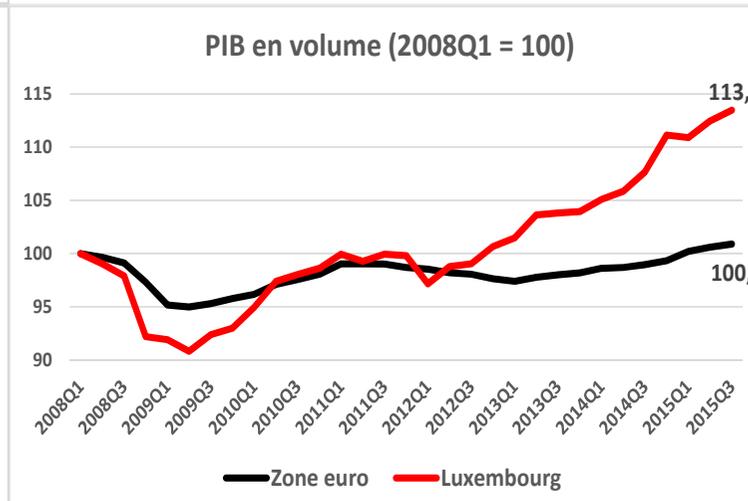
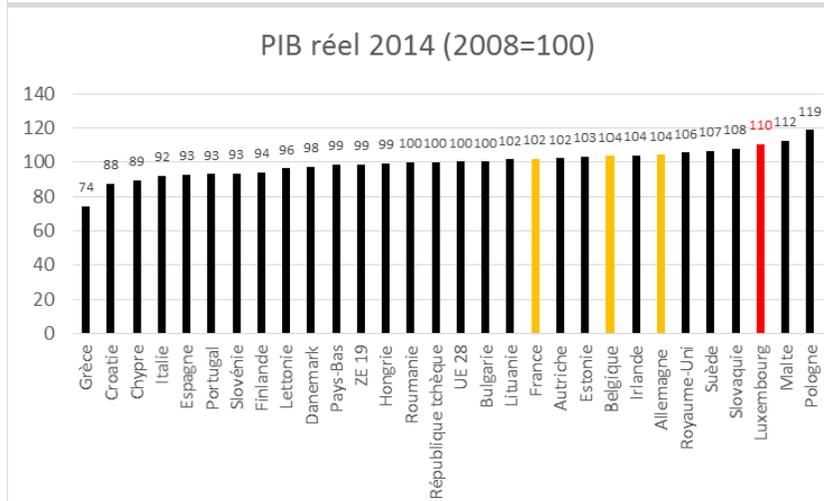
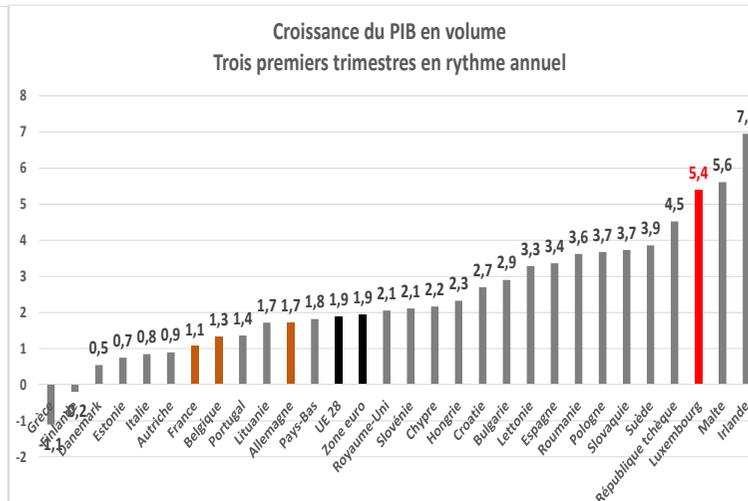
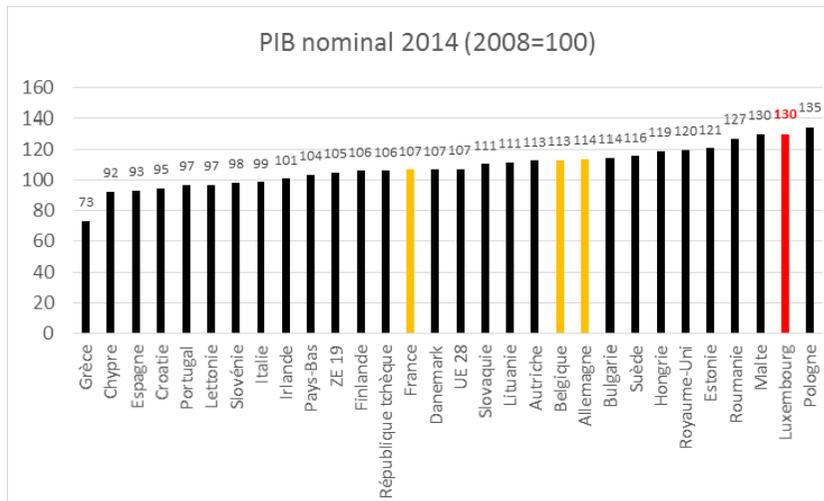
FINANCES PUBLIQUES TRÈS SAINES



- Meilleur solde après le Danemark
- Dette la plus faible après l'Estonie
- Dette nette positive
- Plus de recettes que de dépenses des revenus de la propriété
- Respect de tous les critères européens : solde nominal, solde structurel, objectif de moyen terme, dette publique

Source: Eurostat

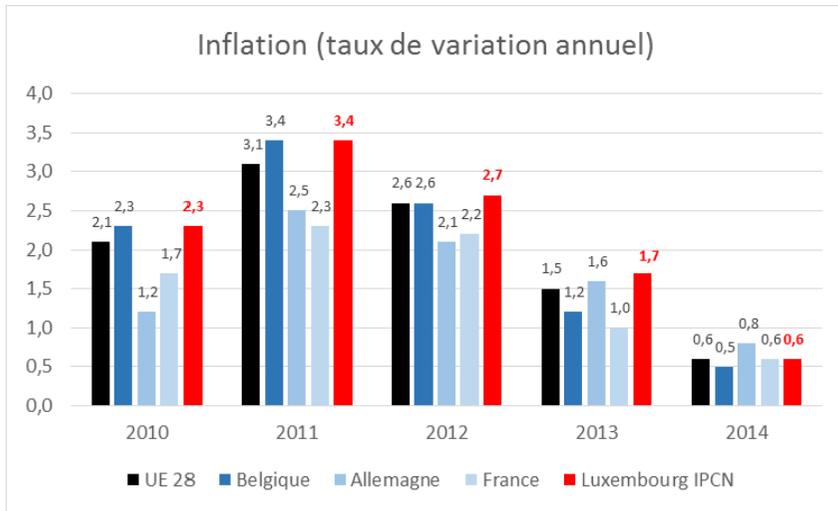
PERFORMANCES ÉCONOMIQUES EXCELLENTES



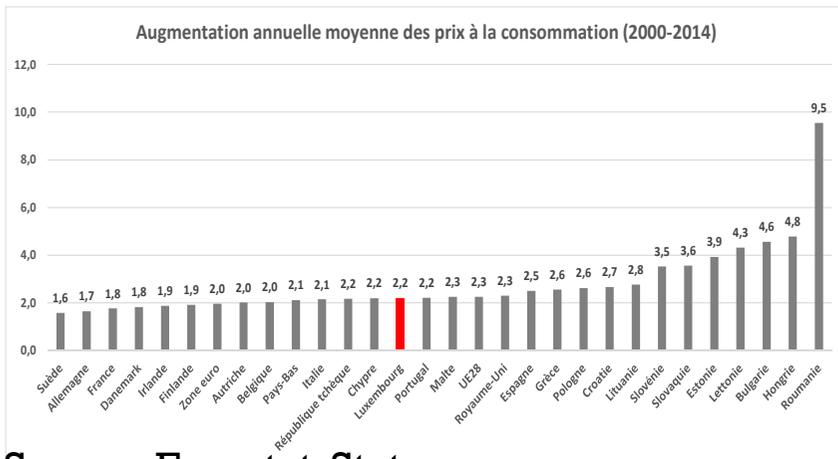
- Croissances nominale et en volume parmi les plus élevées
- Une année 2015 qui s'annonce particulièrement bonne avec une croissance largement au dessus de la moyenne historique et de la croissance potentielle « fictive »
- Acquis de croissance de 4,8% pour les 3 premiers trimestres 2015

Source: Eurostat

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES EXCELLENTES

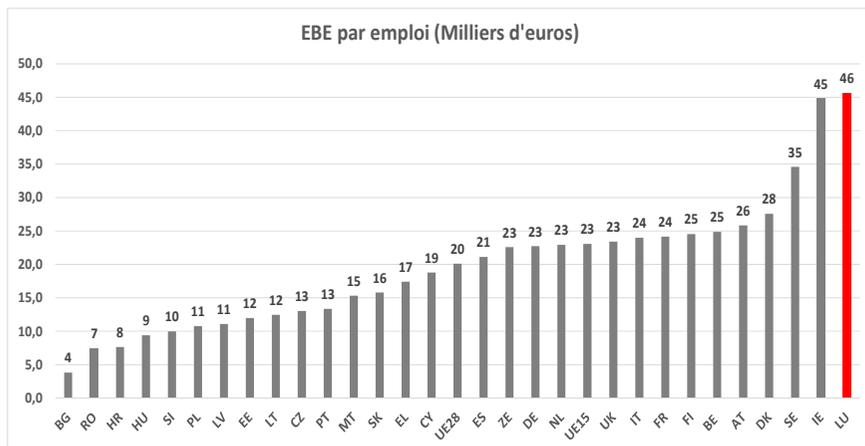
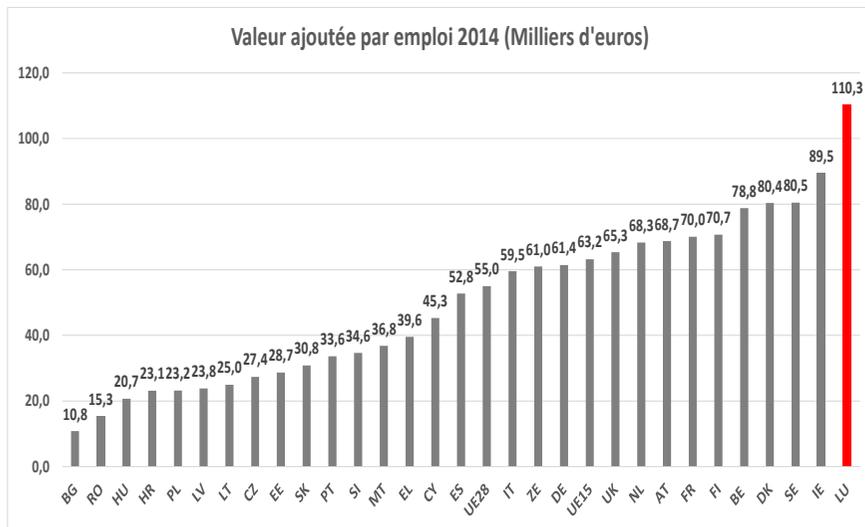


- L'inflation luxembourgeoise totalement dans la norme, voire faible par rapport à la croissance économique supérieure
- Actuellement on est loin de l'objectif de 2%
- L'inflation mesure l'évolution des prix à la consommation et n'est donc pas un indicateur de compétitivité-prix car la structure de consommation des ménages ne correspond pas à la structure de production des entreprises au Luxembourg



Source: Eurostat, Statec

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES EXCELLENTES

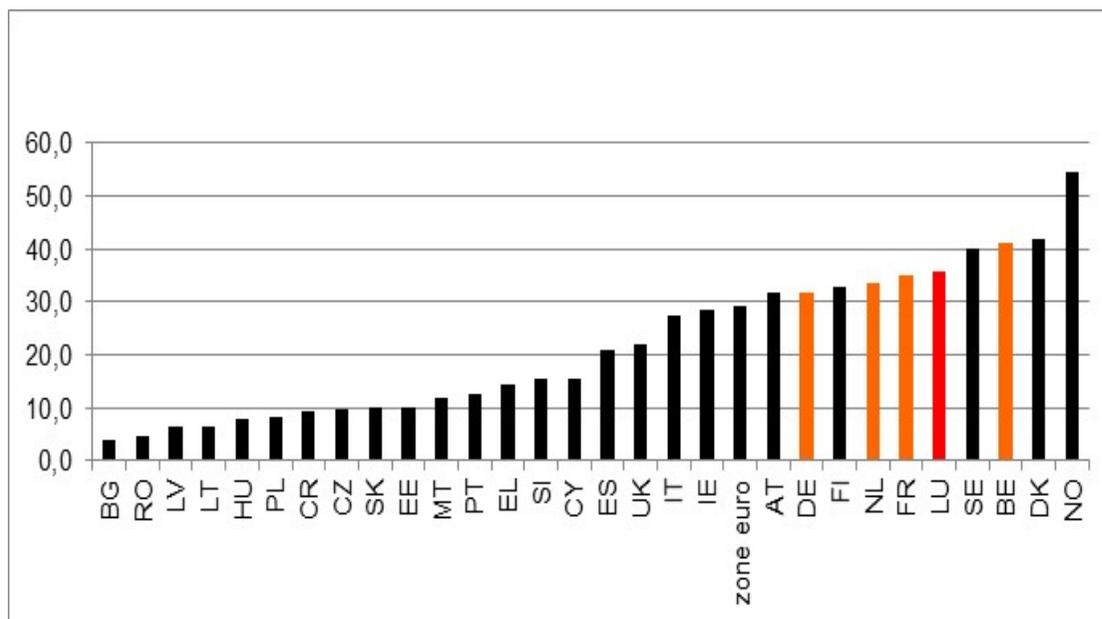


- Le Luxembourg disposait en 2014 du niveau de productivité le plus élevé d'Europe avec 110.300 euros par emploi
- En 2000, le niveau de productivité luxembourgeois était de 69% supérieur à la moyenne de la zone euro, en 2014, il l'était de 181%
- Le Luxembourg figure en tête de la rentabilité par emploi

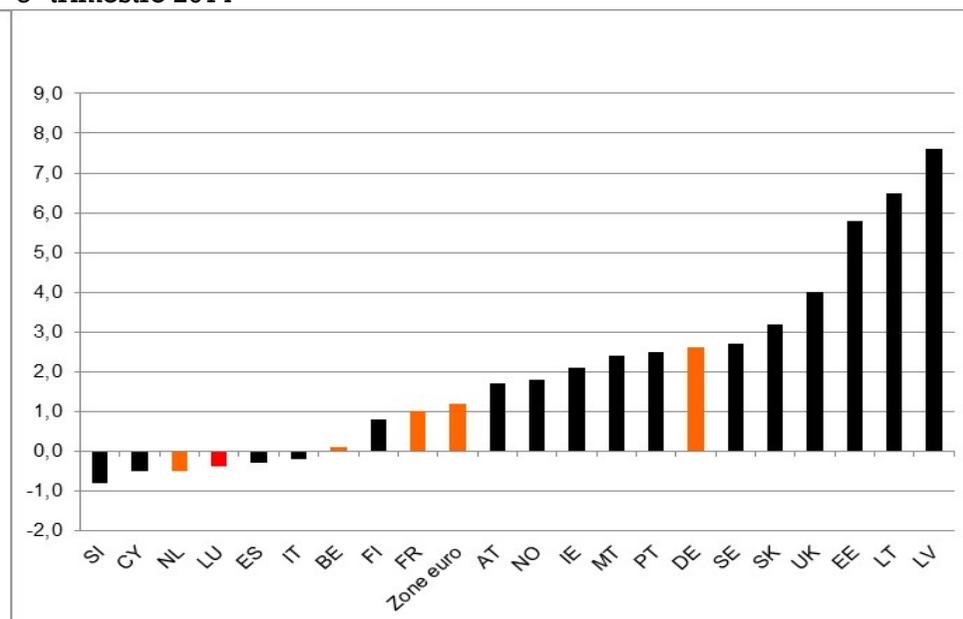
Source: Eurostat

COÛT SALARIAL COMPARABLE

Coût total de la main-d'œuvre, Industrie et services marchands, 2014 en euros



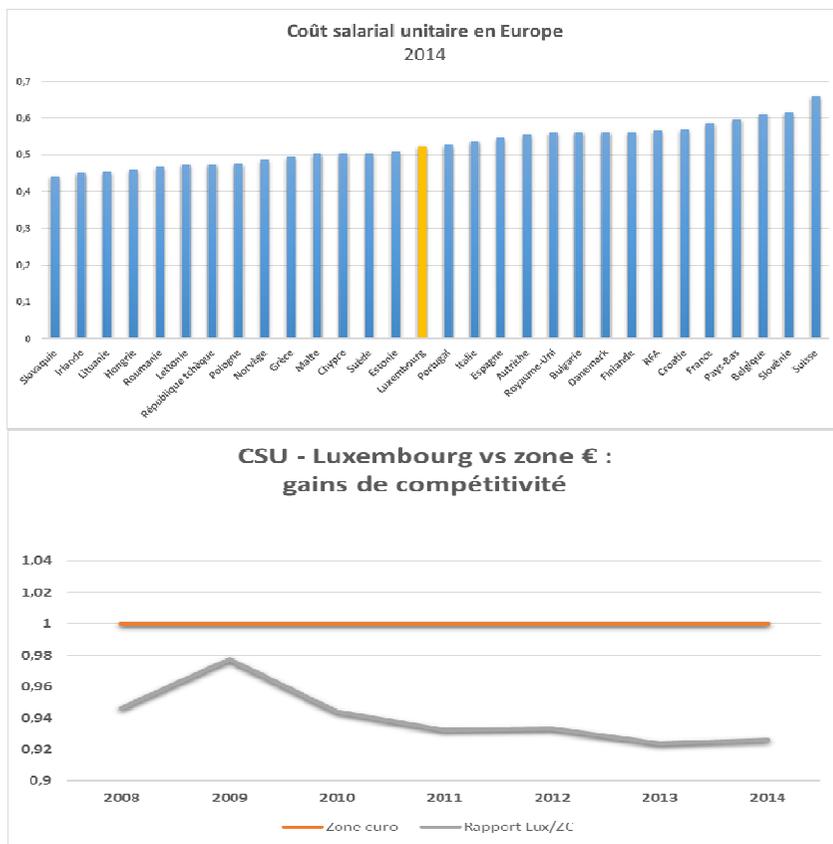
Coût total de la main-d'œuvre, évolution en % du 3^e trimestre 2015 par rapport au 3^e trimestre 2014



Source : Eurostat

- Le Luxembourg se situe à un niveau absolument comparable à ses pays voisins et principaux partenaires économiques
- Si l'on regarde l'évolution entre 2014 et 2015 (3^e trimestres), le Luxembourg occupe une position très « avantageuse » d'un point de vue compétitivité-coût, étant donné que le coût du travail a reculé de 0,4% sur cette période
- Aux deux premiers trimestres 2015, avec des progressions en variation annuelle de 0,6% (1^{er} trimestre), respectivement 1,2% (2^e trimestre), le Luxembourg reste largement en dessous de la progression dans la zone euro (1,9% et 1,6%)

LE COÛT SALARIAL PAR RAPPORT À LA PRODUCTIVITÉ

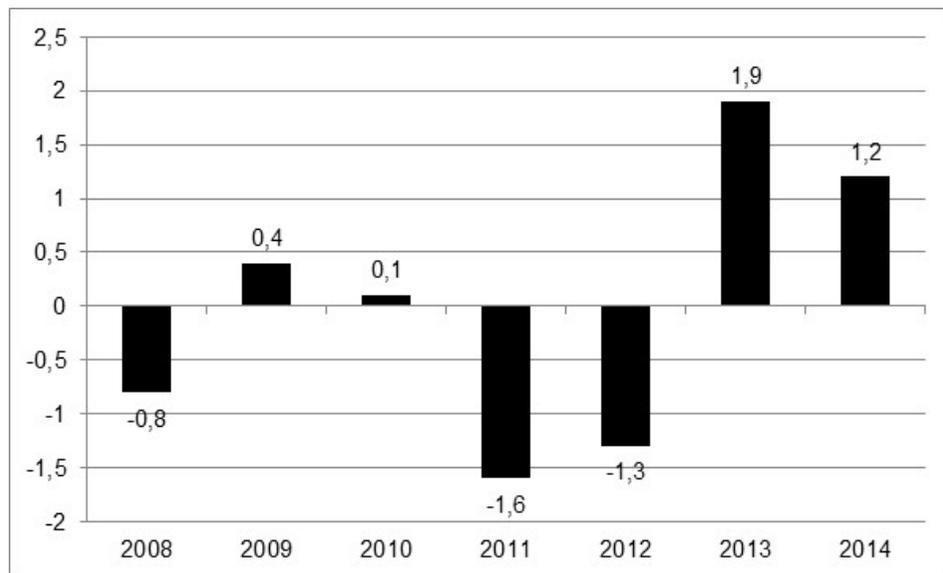


Source: Eurostat

- Le Luxembourg se situe en dessous de la très large majorité des anciens Etats membres de l'UE
- Même si le début de la crise a rapproché le CSU luxembourgeois de la moyenne de la zone euro, on peut constater que depuis 2009, il s'en éloigne et même fortement
- Ce sont 8 points de CSU qui manquent au Luxembourg pour avoir un niveau de salaire comparé à la productivité comparable à celui de la zone euro.

POUVOIR D'ACHAT EN STAGNATION

Variation du pouvoir d'achat salarial brut (en % par rapport à l'année précédente)



Source : Statec

- Par rapport à 2008, le pouvoir d'achat salarial brut a stagné
- La valeur réelle des prestations familiales désindexées a baissé
- La pression fiscale a augmenté
- Le rapport entre SSM disponible et SSM brut a été plus élevé en 2010 qu'en 2014 (86,4% contre 84,9%)
- Le salarié touchant le salaire moyen en 2009 gardait pour lui 75,7% de son salaire brut, il ne lui en reste que 71,6% aujourd'hui (= perte de 2.030 euros par année)
- Les ménages luxembourgeois ont une dette nettement plus élevée par rapport à leur revenu que la moyenne de la zone euro (87% et 62% respectivement). De même, le service de la dette par rapport au revenu est, avec 16,6%, plus élevé au Luxembourg que dans la zone euro (13,9%)
- En 2014, 26% des ménages luxembourgeois déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts !

EMPLOI ET CHÔMAGE

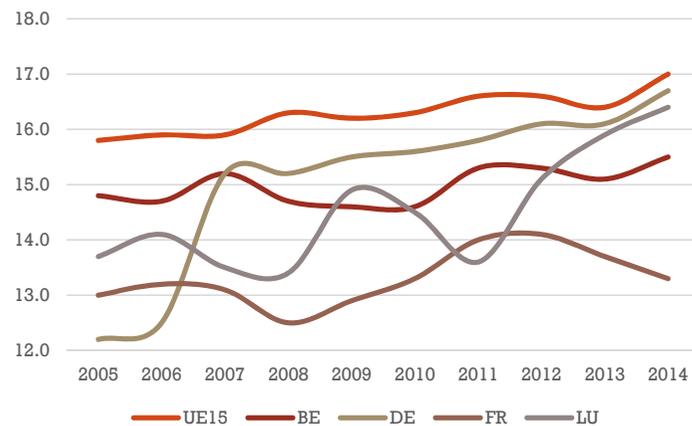
- Croissance de l'emploi forte en comparaison internationale
- Emploi à temps partiel en dessous de la moyenne européenne mais en forte progression
- Emploi temporaire en dessous de la moyenne européenne mais en forte progression
- Personnes ayant un deuxième emploi en dessous de la moyenne européenne mais en progression
- En moyenne, 2,5 heures supplémentaires non payées par semaine
- Un tiers des salariés doivent être joignables en dehors du lieu de travail ; 60% de ceux-ci travaillent sous la pression de temps
- Lien entre travail sous pression de temps et nombre d'heures de sommeil alors que le manque de sommeil est reconnu comme facteur prédictif puissant du syndrome du burn-out

EMPLOI ET CHÔMAGE

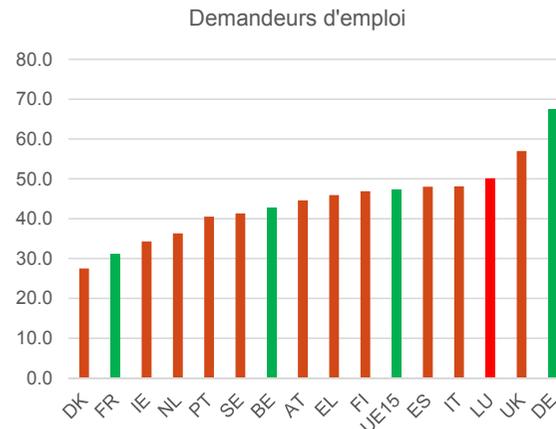
- Chômage plus faible que la moyenne européenne et en légère baisse
- Chômage de longue durée augmente
- Près de 2/3 des demandeurs inscrits au chômage ne sont pas indemnisés
- On peut rajouter aux chiffres du chômage le nombre de personnes travaillant à temps partiel de façon involontaire, c'est-à-dire souhaitant travailler plus (halo du chômage) ainsi que le nombre de personnes disposées à travailler mais qui ne sont pas activement à la recherche d'emploi
- Si l'on raisonne en ces termes, on constate que ce sont environ 31.000 personnes qui seraient entièrement disponibles pour occuper un emploi auxquelles il faut rajouter près de 4.800 personnes travaillant à temps partiel qui souhaiteraient allonger leur temps de travail

RISQUE DE PAUVRETÉ EN AUGMENTATION

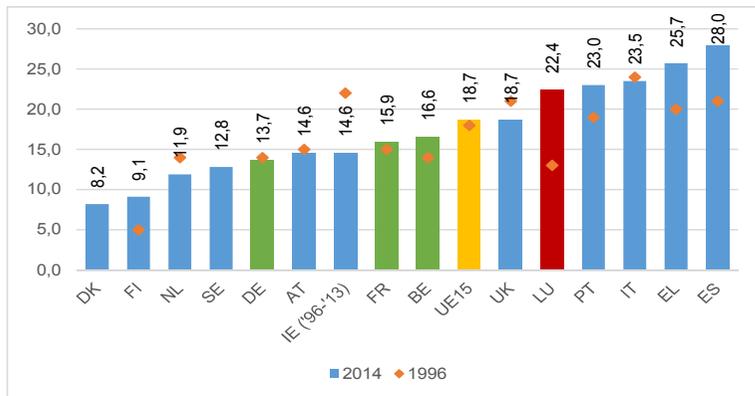
Evolution du taux de risque de pauvreté au Luxembourg et dans les pays voisins ; Source : Eurostat



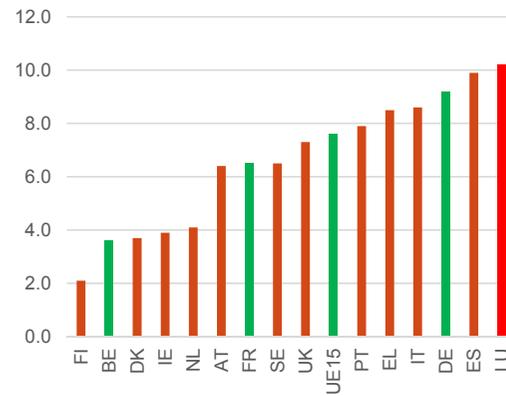
Taux de risque de pauvreté des demandeurs d'emploi et des salariés, 2014



Taux de risque de pauvreté, ménages avec enfants dépendants



Salariés



- La proportion de personnes exposées au risque de pauvreté au Luxembourg est passée de 13,7% en 2005 à 16,4% en 2014 et rejoint la moyenne de l'UE15
- Plus d'un cinquième des ménages avec enfants, ce qui est au dessus de la moyenne UE15
- 45% des ménages monoparentaux (taux le plus élevé en Europe)
- plus de 10% des salariés (taux le plus élevé en Europe)
- 50% des demandeurs d'emploi (taux très élevé en comparaison européenne)

Source: Eurostat

CONCLUSION

- Situation excellente au niveau des finances publiques, des performances économiques et de la compétitivité économique, alors qu'au niveau social la situation se détériore
- Des mesures s'imposent pour :
 - renforcer le pouvoir d'achat des salariés
 - améliorer la protection sociale et les droits des salariés

CONCLUSION - RENFORCER LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS

- Supprimer l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire
- Adapter le barème à l'inflation
- Diminuer le « Mëttelstandsbockel »
- Exonérer fiscalement le salaire social minimum
- Adapter les crédits d'impôt pour salariés et retraités
- Adapter les montants déductibles en tant que frais d'obtention, dépenses spéciales, frais de déplacement et frais de garde d'enfants
- Adapter les transferts sociaux
- Augmenter le salaire social minimum
- Améliorer l'indemnisation des demandeurs d'emploi

CONCLUSION – AMÉLIORER LA PROTECTION SOCIALE ET LES DROITS DES SALARIÉS

- Sécurité sociale
- Gestion des âges
- Durée du travail
- Licenciements économiques et maintien dans l'emploi
- Législation sur les faillites
- Volet préventif du droit du travail
- Dialogue social infranational
- Politique du logement
- Formation professionnelle continue